



Photo : Giovenco

Marc Fredriksen, le leader de la F.A.N.E.



Sepia

Manifestation du P.F.N. contre la révolution iranienne

nous continuerons le combat... Un jour nous ferons couler le sang.

Le gouvernement a longtemps déclaré qu'il hésitait à dissoudre la FANE parce que ce serait d'enlever un moyen de contrôle et pousser les extrémistes au pire. On peut se demander s'il ne préparait pas déjà l'opinion à de nouveaux attentats, à de nouveaux crimes. L'argumentation est en effet particulièrement spécieuse. La FANE a été créée en 1967.

De nombreux autres groupements du même type ont une existence déjà ancienne. Dans les premiers temps, ils se contentent de menacer, d'indiquer dans leurs publications leur intention de développer la violence raciste. Lorsqu'ils se sentent assez forts, ils passent aux actes.

Pendant tout ce temps, le mrp et d'autres associations avertissent : faites respecter la loi de 1972. Mais on leur répond : « Ce sont quelques excités ! Mieux vaut les laisser se défouler ainsi ».

Ensuite, lorsqu'effectivement il est déjà très tard, on dit : « Les dissoudre, ce serait dangereux ». Peut-être demain dira-t-on sur un nouveau cadavre : « On vous l'avait dit, mais c'est vous qui avez insisté pour la dissolution ».

Dans l'état actuel des choses, le gouvernement doit être mis devant ses responsabilités. Il a dissous la FANE mais ses dirigeants ont reventuré des délits et des crimes passibles de prison. Que la loi soit respectée pour eux comme pour quiconque se rendrait coupable de tels faits.

De nouvelles associations se créent. Que la vigilance soit immédiate et les décisions rapides. Des écrits sont publiés qui tombent évidemment sous le coup de la loi. Que le gouvernement les fasse saisir. Qu'il leur retire les facilités qu'accorde la commission paritaire. On l'a bien

fait pour le journal « Pilote » qui n'offrirait pas, apparemment, les mêmes dangers pour la dignité et la sécurité des personnes vivant en France !

Il y aurait beaucoup à dire, notamment sur les groupes fascistes qui se recommandent d'un certain « légalisme » mais dont on retrouve régulièrement les militants armés derrière les attentats racistes. Certains comptent en particulier utiliser la campagne présidentielle pour

donner à leur propagande illégale une audience inespérée. Souhaitons que les services que le Front National ou le PFN offrent ça et là à la majorité (on l'a vu dernièrement lors du collage des affiches de la fête UDF de la « liberté ») n'entraînent pas le gouvernement à des indulgences catastrophiques pour la sécurité des personnes et la vie démocratique.

Théo SAINT-JEAN

liberté et responsabilité de la presse

La presse, qui a fait un large écho à la vague de violences racistes de l'été, a dans l'ensemble réagi positivement et joué son rôle d'information et d'éducation. On peut cependant s'interroger sur certaines interprétations et sur certaines méthodes.

L'attentat d'Anvers qui a créé un choc profond chez tous les antiracistes était le fait d'un Arabe. Celui-ci a affirmé qu'il vengeait ainsi les enfants palestiniens victimes des bombardements israéliens. Il s'agit, bien évidemment, d'une argumentation raciste classique : David Kuhnane devait mourir, parce qu'il était juif et que « les juifs » seraient responsables, selon son assassin, du malheur des Palestiniens.

L'OLP a immédiatement dénoncé cet odieux attentat. Cela n'a pas empêché certains d'utiliser le drame pour approfondir encore le fossé créé par trente ans de guerre en accusant sans attendre l'organisation palestinienne et en demandant des représailles diplomatiques contre elle.

Le sang versé d'un enfant innocent, versé par haine raciste, versé par perversion atroce de l'esprit humain est une tragédie suffisamment horrible pour qu'on ne l'emploie pas à créer, contre d'autres, les mêmes haines automatiques. N'y avait-il pas plutôt, dans l'émotion pour une fois partagée entre camps ennemis, un moyen d'enrayer, un peu, les mécanismes qui mènent au pire ?

Dans un autre ordre d'idée, on a vu se multiplier, après la mise en cause de la FANE dans l'affaire Paul Durand, une floraison d'interviews où les dirigeants néo-nazis trouvèrent une tribune inespérée à leurs divagations racistes. Souci d'informer ? Désir de vendre du papier ? Choix délibéré de donner la parole aux racistes tout en préservant les formes ? Le simple fait que la question se pose manifeste toute l'ambiguïté de la démarche.

Une chose pourtant devrait guider les journalistes : les insultes racistes, les incitations à la haine ne sont pas seulement des documents ethnographiques ; elles concernent des gens réels, elles invitent des personnes qui existent à en persécuter d'autres.

Jamais la nécessaire liberté de la presse ne devrait faire perdre de vue cette réalité et les conséquences dramatiques qui peuvent résulter de certains écrits.

point chaud

la fédération française de rugby sous la bannière de l'apartheid

« Le rugby ne peut convenir au tempérament des Noirs », affirme un journaliste du Midi Olympique, hebdomadaire consacré à ce sport, pour justifier la croisade d'Albert Ferrasse, président de la FFR (1), en faveur des liens avec le sport de l'apartheid.

On ne sait si Henri Nayrou, journaliste au Midi Olympique, a bénéficié d'une invitation gratuite du South African Rugby Board, comme les 7 vice-présidents de la FFR. Ce qui est certain, c'est que les responsables du sport raciste peuvent se flatter d'avoir trouvé en lui un excellent élève.

Son article du 18 août dernier met en lumière l'ensemble de l'argumentation des hommes de l'apartheid pour faire croire à leur « volonté » d'intégrer le sport. Cet objectif serait d'ailleurs « le rêve » du « bon professeur d'ethnologie de Stellenbosch », Danie Craven, président du board sud-africain.

Dans un style très « nouvelle droite », Henri Nayrou prend appui sur quelques considérations ethno-biologiques façon Stellenbosch qui, par leur naïve assurance, indiquent une fois de plus comment on envisage « la saine fraternité des stades » au pays du racisme obligatoire.

La volonté antiraciste du « bon professeur » Craven se heurte tout d'abord... aux Noirs. « Ils ne s'entendent même pas entre eux ». Une des deux associations de rugby dont ils disposent « accueille des militants fortement extrémistes » qui refusent de manifester leur enthousiasme pour les règles du jeu imposées par l'ethnologue de Stellenbosch.

Heureusement, ce n'est qu'un moindre mal ; en effet, « la grande chance de ceux de tous bords qui désirent l'intégration raciale, réside dans le fait que le rugby n'est pas un sport pour les Noirs... Par son esprit, par ses règles, le rugby ne peut convenir aux Noirs qui jouent d'instinct et qui abhorrent les contacts violents »... comme dirait Mohammed Ali !

Ah ! Quelle chance vous avez, aimable ethnologue de Stellenbosch ! Vous rendez-vous compte combien la tâche eût été rude s'il avait fallu intégrer des Noirs aux Blancs au lieu d'intégrer tout simplement des Blancs aux Blancs, comme on l'a toujours fait ! Mais vous vous êtes penché

sur les réalités concrètes, armé de la science que vous enseignez à Stellenbosch, et vous avez constaté que l'hyper-trophie des instincts et l'horreur du risque étaient aussi fortement inscrits dans l'« âme noire » que l'aptitude au commandement l'est chez les Blancs. Ne voulant pas contrevvenir aux lois édictées par la mère nature, vous avez préféré prendre des libertés avec celles, combien moins augustes, de la sémantique, en donnant au mot intégration un sens qui, pour être inattendu, n'en fleure pas moins irrésistiblement les collines du Transvaal.

Et puis Henri Nayrou est venu et il vous a compris !

la « question métis »

La « question noire » ainsi réglée, reste l'épineux problème des Métis. Cette catégorie hybride, née des hasards de la vie et d'une mauvaise application de l'Immorality Act (loi interdisant les mariages mixtes), cause en effet bien du souci au bon Craven. Son profil ethno-biologique est évidemment plus complexe, comme en témoigne le collaborateur du Midi Olympique : « Les meilleurs sont des trois quarts. Comme par hasard... (finaud, ami Nayrou, ethnologue en diable, élève appliqué du « bon professeur de Stellenbosch ! ndla). En tête, l'ouvreur Errol Tobias, fantastique joueur d'instinct (métis genre foncé, sans doute — ndla) ; le centre Hennie Shields, aussi « physique » qu'un Blanc (variété plus claire ! ndla) ».

Notre cravenologue a désormais mis en place les données du problème :

— Les Blancs ont le rugby dans la peau ; ils sont donc intégrés par nature.

— Les Noirs sont génétiquement inaptes ; ils sont donc intégrés par défaut.

— Les Métis se situent entre les deux, ajoutant la pointe d'instinct qui leur vient du côté foncé avec « leur magnifique ligne de trois quarts, rapide, incisive, crocheuse, capable d'improviser des coups que nous, Français, ne désavouerions pas » (sic).

Mais voilà ! c'est malheureusement « le seul capital » dont disposent les Métis « à l'heure de se fondre dans la masse des joueurs blancs » et là, c'est le bon professeur Craven lui-même qui fronce les sourcils : « Quant à poser des conditions préalables, il n'en est pas question. Nous, nous avons tout à offrir, eux n'ont rien... Je n'aime pas le terme d'intégration, lui préférant celui d'absorption ». Ben voyons !

Conclusion : aidons le bon professeur Craven dans la lutte ingrate qu'il mène pour faire comprendre aux Métis et aux Noirs ce qu'intégration veut dire pour un ethnologue de Stellenbosch.

l'offensive de m. ferrasse

L'effarant article de Henry Nayrou arrive à point nommé pour appuyer la nouvelle offensive d'Albert Ferrasse en faveur des liens avec le sport d'apartheid. On ne sait si le zèle obstiné du président de la FFR sera bien servi par l'argumentation tout de même un peu rétro de Nayrou mais ce qui est sûr, c'est qu'il n'est pas seul dans son entreprise.

Déjà, à la mi-juillet, la chaîne de télévision Antenne II prenait la surprenante décision de remplacer la diffusion en direct de la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques par la retransmission d'un match de rugby entre l'équipe britannique des Barbarians et les Springboks sud-africains. Il s'agissait d'une évidente provocation contre l'olympisme lui-même puisque c'est en raison de son non-respect de la règle olympique de non-discrimination raciale dans le sport que l'Afrique du Sud a été mise au ban du monde sportif. L'opération serait simplement minable si elle ne se situait dans une entreprise plus générale de réintroduction du sport raciste, prônée généralement par ceux-là mêmes qui ont mené campagne contre les Jeux Olympiques.

Ferrasse, quant à lui, se sent des ailes. Honoré et ravi de l'invitation faite à deux arbitres français, Francis Palmade et Jean-Pierre Bonnet, par le board sud-africain, le dirigeant de la FFR s'est engagé, auprès de ses homologues springboks, à mener campagne pour que les meilleurs directeurs de jeu sud-africains soient conviés à diriger des rencontres du Tournoi des Cinq Nations. Il reconnaît qu'il risque de rencontrer des problèmes : « Cela ne se fera pas instantanément. Il faudra... enfoncer le clou ! ». Heureusement, l'échec des tournées du Transvaal et des Springboks en France ont donné à M. Ferrasse l'habitude de la défaite.

L'Afrique du Sud, quant à elle, sait manifester sa gratitude à ses amis et il lui est plus facile de trouver de l'argent pour ré-

compenser ceux qui se sont faits les ambassadeurs du sport raciste que pour construire des stades dans les cités noires. Tous les vice-présidents de la FFR sont invités, aux frais de l'apartheid, à accompagner le XV de France en Afrique du Sud, en octobre. Si toutefois la tournée a lieu. Gaston Lesbats, président du comité de la Côte Basque, fera également partie du voyage. La fougue avec laquelle il s'était battu pour accueillir les joueurs du Transvaal a été remarquée à Pretoria et les petits cadeaux, n'est-ce pas, entretiennent l'amitié.

Dans son article du **Midi Olympique**, Henri Nayrou affirme que le patron du rugby mérité « a basé son système de défense sur le thème idéologique », sous-entendu, il sort du domaine du sport pour faire intervenir des considérations politiques. M. Loristan aurait en effet déclaré : « Il ne m'est pas possible d'imaginer le développement intégré du rugby dans une société non intégrée ». Ce que cache le journaliste du **Midi Olympique**, ce sont les conséquences discriminatoires, dans le domaine du sport, des fondements de l'apartheid. Non seulement il n'y a qu'un stade de rugby pour 200.000 Noirs tandis qu'il y en a un pour 10.000 Blancs, mais l'état dépense chaque année pour le sport 10 fois plus pour un Blanc que pour un Noir. Les équipements sportifs sont séparés et chaque groupe racial est contraint de vivre dans des zones réservées.

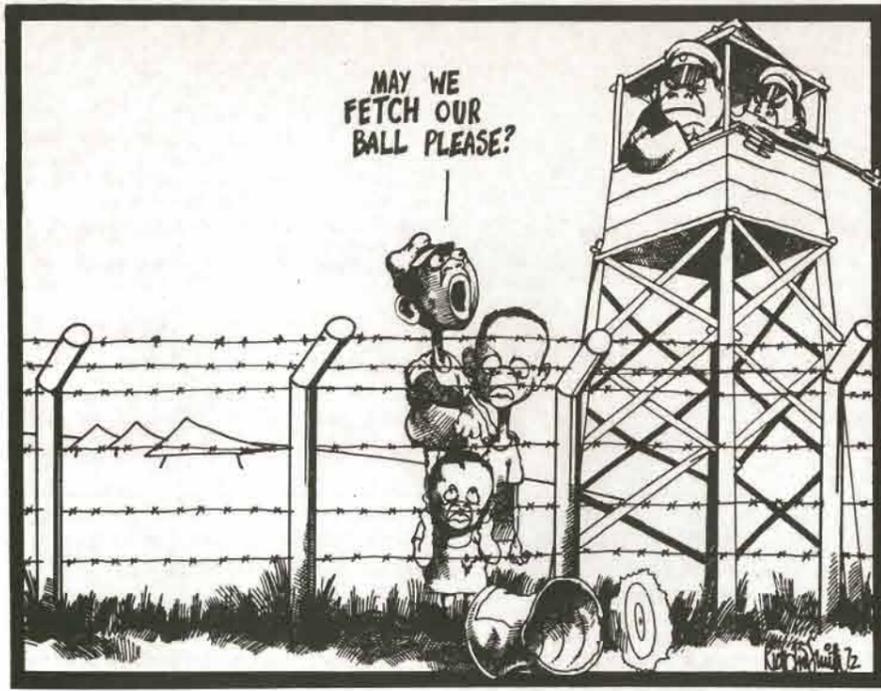
On comprend que, dans ce cas, M. Loristan, à l'instar d'autres responsables sportifs, malgré une modération que beaucoup lui reprochent, se pose quelques questions sur la possibilité d'un îlot d'antiracisme sportif dans des conditions aussi draconiennes.

M. Nayrou, trop vivement impressionné par les explications des racistes, ne s'est pas posé beaucoup de questions. N'y aurait-il pas, par exemple, un rapport de cause à effet entre la « supériorité » des Blancs en rugby et la « supériorité » écrasante des moyens dont ils disposent pour y jouer ? Est-ce être un « militant fortement extrémiste » que de refuser de faire le « nègre de service » au profit d'une politique sportive aussi scandaleusement injuste pour qui n'est pas Blanc ?

discrimination raciale

De retour d'une « mission » en Afrique du Sud, le député RPR Bernard Marie, lors d'une conférence de presse pourtant singulièrement ambiguë, reconnaissait que le rugby sud-africain restait fondé sur la discrimination raciale. Quant au ministre français des Affaires Etrangères, il affirmait en octobre dernier : « N'est-ce pas l'Afrique du Sud qui a mêlé les notions (sport et politique — ndla) en maintenant dans les différentes disciplines sportives, y compris le rugby, le principe de la ségrégation, un principe qu'aucun pays n'applique au sport même lorsque les Droits de l'Homme y sont, par ailleurs, violés... ».

Et il ajoutait : « Quant au caractère mul-



Parus dans Drum.

« Peut-on récupérer notre balle, s'il-vous-plait ? ».

tiracial des équipes sud-africaines qui se produisent à l'étranger, il est perçu — non sans raison, permettez-moi de vous le dire — par la majorité noire de la population sud-africaine... comme un arrangement de circonstances qui permet d'organiser de grandes tournées rugbyistiques à l'étranger, lesquelles sont conçues — on doit le savoir — par l'Etat sud-africain, comme des tournées de pu-

blicité pour l'Afrique du Sud et pour son système » (cf droit et liberté n° 388, p. 9).
Le président Ferrasse, ses vice-présidents, la direction de la FFR et ses propagandistes acceptent sans dégoût d'émarger au budget publicitaire de l'apartheid. Grand bien leur fasse. Ils trouveront les antiracistes en face d'eux.

Racine MAIGA

(1) Fédération Française de Rugby.

conférence internationale de paris sur la namibie

une phase nouvelle dans la lutte pour l'indépendance un entretien avec aaron chihepo

Paris accueille, les 11, 12 et 13 septembre, une importante « Conférence internationale de soutien avec la lutte du peuple namibien ».

H. Maisfin : La Namibie, illégalement occupée par l'Afrique du Sud de l'apartheid, mène une lutte de libération difficile sous la direction de la SWAPO. A l'initiative de ce mouvement va se tenir, à Paris, les 11, 12, et 13 septembre, à l'UNESCO, une impor-

tante « Conférence internationale de soutien à la lutte du peuple namibien », au moment où les négociations menées par 5 pays occidentaux (USA, Grande-Bretagne, Canada, RFA et France) sont dans l'impasse. Aaron Chihepo, vous êtes le responsa-

ble des relations internationales de la SWAPO, pouvez-vous nous expliquer les raisons qui ont déterminé le choix de cette date pour la conférence.

Aaron Chihepo : Comme vous le savez la situation en Namibie se dégrade très rapidement. Depuis le début de l'année, l'armée sud-africaine a multiplié les raids meurtriers aussi bien en Namibie qu'en Angola. Cette conférence se tient donc à un moment crucial de la lutte en Afrique australe.

Bien sûr, les négociations se poursuivent entre l'Afrique du Sud, les gouvernements des 5 et la SWAPO. Néanmoins l'opinion publique dans les pays européens et en particulier en France n'est pas correctement informée des développements de la situation et de la position de la SWAPO.

Or l'opinion publique européenne peut jouer un rôle de pression non négligeable sur les gouvernements qui sont les partenaires économiques les plus importants de l'Afrique du Sud.

Au cours de cette conférence la SWAPO en tant que porte-parole du peuple namibien exprimera sa position face aux campagnes de propagande de l'occupant raciste. Depuis le début des négociations en effet, on présente la SWAPO comme responsable du blocage des négociations alors que c'est l'Afrique du Sud qui à chaque négociation amène de nouvelles conditions inacceptables pour le peuple Namibien.

Pourquoi avoir choisi Paris pour tenir cette conférence ?

Aaron Chihepo : La France joue un rôle important en tant que puissance européenne et membre du groupe de contact. Cette conférence marquera le début d'une nouvelle campagne de grande ampleur pour un désengagement réel des grandes puissances occidentales de Namibie et une rupture de tous leurs liens avec l'Afrique du Sud.

Il ne faut pas oublier, d'autre part, que la France possède d'importants intérêts en Afrique. Le temps viendra où il lui faudra choisir où se trouve à long terme son intérêt réel : contribuer à l'oppression des peuples namibien et sud-africain, ou maintenir des relations économiques avec les pays africains.

Quel a été le rôle du groupe de contact depuis sa création ?

Aaron Chihepo : C'est une longue histoire : Depuis 1977, les 5 (USA, G-B, RFA, Canada et France) ont pris l'initiative de mener les négociations avec l'Afrique du Sud d'une part et la SWAPO d'autre part.

Dès les premiers temps la SWAPO a exprimé son scepticisme puisque des négociations avaient déjà eu lieu, que des missions des Nations Unies avaient déjà

été envoyées en Afrique du Sud et il s'était avéré que l'Afrique du Sud n'avait jamais eu réellement l'intention de trouver une solution acceptable à la situation namibienne.

Pourtant la SWAPO a fait de très importantes concessions. Nous avons accepté que, durant la période de transition, l'Afrique du Sud maintienne en Namibie une armée de 1500 soldats encadrés par les casques bleus de l'ONU, et que, durant cette période, l'administration et la police soient aux mains des Sud-Africains.

Malgré ces concessions importantes l'Afrique du sud revient toujours avec de nouvelles demandes. Au cours de ces négociations le groupe de contact s'est clairement mis du côté de l'Afrique du Sud puisqu'au lieu d'obliger celle-ci à appliquer la résolution 435 adoptée par les Nations Unies, c'est sur la SWAPO qu'ils exercent leur pression. Depuis l'adoption par le Conseil de Sécurité du plan de l'ONU sur la Namibie, l'issue est maintenant entre les mains des Nations-Unies et non des cinq. Néanmoins, ceux-ci tentent de manipuler l'appareil des Nations-Unies en leur faveur.

Quelles suites internationales peut avoir cette conférence ?

Aaron Chihepo : Des délégations de nombreux pays assisteront à cette conférence avant d'aller à New York pour la session de l'Assemblée Générale qui débutera le 16 septembre. Nous espérons qu'ils pourront ainsi contribuer à provoquer de nouvelles initiatives en faveur du peuple opprimé de Namibie.

D'autre part, une délégation de haut niveau des Nations Unies assistera à la conférence dans laquelle se trouve en particulier l'ambassadeur Clark, prési-

dent du comité spécial de l'ONU contre l'apartheid, l'ambassadeur Lusaka, président du conseil de l'ONU pour la Namibie et l'envoyé de M. Walheim, M. Djerma-koye, sous-secrétaire des Nations-Unies pour les affaires politiques. Ceci démontre l'importance qu'attachent les Nations-Unies à cette conférence ainsi que leur préoccupation devant les derniers développements en Namibie.

Cette conférence marquera le début d'une campagne internationale de solidarité avec la Namibie. Qu'attendez-vous de cette campagne ?

Aaron Chihepo : Cette campagne se déroulera à plusieurs niveaux. Elle permettra en particulier de donner une information sur la situation explosive qui prévaut à l'heure actuelle en Afrique australe. Elle permettra aussi d'apporter une aide matérielle au peuple namibien.

Aujourd'hui, la SWAPO s'occupe de milliers de réfugiés namubiens — vieillards, femmes et enfants —. Ceux-ci sont confrontés à des problèmes de logement, de nourriture, exposés aux intempéries et aux épidémies.

Nous avons bien sûr des projets pour assurer l'autosuffisance tels que des programmes d'alphabetisation et des programmes agricoles mais nous avons besoin de l'aide internationale.

La Résistance en arme, cependant, reste la pierre de touche de notre action puisqu'il est évident que si ces négociations ont lieu ce n'est certainement pas dû au fait que les pays occidentaux se seraient tout à coup sentis concernés par le sort du peuple namibien mais bel et bien grâce à la lutte que nous menons en Namibie contre le régime raciste sud-africain.

Dans un maquis de la Résistance.



d.r.